



## CHAPITRE 96

Loi modifiant la charte de la ville de Berthierville et concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthier, dans le comté de Berthier

[Sanctionnée le 6 février 1958]

Préambule.

**A**TTENDU que la ville de Berthierville et Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthier, dans le comté de Berthier, ont, par leur pétition, représenté:

Qu'il est dans l'intérêt de la ville et nécessaire à la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 6 George VI, chapitre 88, et les lois la modifiant, soient de nouveau modifiées de façon à lui accorder des pouvoirs additionnels vu ses besoins particuliers;

Que les revenus des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthier dans le comté de Berthier sont insuffisants pour rencontrer les exigences de leurs écoles et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,  
c. 233,  
a. 64,  
remp.  
pour la  
ville.

Frais de  
représentation.

**1.** L'article 64 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

**"64.** Le conseil municipal, sur simple résolution, est autorisé à accorder annuellement des frais de représentation au mon-

## CHAPTER 96

An Act to amend the charter of the town of Berthierville and respecting The school commissioners for the municipality of the town of Berthier, in the county of Berthier

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Preamble.

**W**HEREAS the town of Berthierville and The school commissioners for the municipality of the town of Berthier, in the county of Berthier, have, by their petition, represented:

That it is in the interest of the town and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 6 George VI, chapter 88, and the acts amending the same, be again amended so as to grant it additional powers in view of its particular needs;

That the revenues of the school commissioners for the municipality of the town of Berthier in the county of Berthier are insufficient to meet the requirements of their schools and it has become necessary to increase them; and

Whereas it is expedient to grant their prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Section 64 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 64,  
replaced  
for town.

**"64.** The municipal council, by mere resolution, may grant annually, as entertainment expenses, a sum of six hundred

Entertainment  
expenses.

tant de six cents dollars pour le maire et de deux cents dollars pour chaque échevin.

Frais de voyage.

En plus, le maire et les échevins pourront, sur résolution du conseil, être remboursés à même les fonds généraux de la ville, des frais de voyage et de représentation faits dans l'intérêt de la ville."

dollars for the mayor and two hundred dollars for each alderman.

In addition, the mayor and aldermen may, upon a resolution of the council, be reimbursed, out of the general funds of the town, such travelling and entertainment expenses as they may incur in the interest of the town."

Travelling expenses.

Taxe spéciale autorisée.

2. La ville de Berthierville dans le comté de Berthier, peut, par règlement, imposer et prélever une taxe spéciale de deux pour cent de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

2. The town of Berthierville in the county of Berthier may, by by-law, impose and levy a special tax of two per cent of the same nature, on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax presently in force and provided for by chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Special tax authorized.

Achats faits en dehors du territoire.

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire de la ville de Berthierville ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire de ladite ville de Berthierville, doit immédiatement en faire rapport au trésorier de ladite ville de Berthierville, en lui transmettant ou produisant la facture s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite ville, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire de la ville de Berthierville.

Every person ordinarily residing within the territory of the town of Berthierville or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered to him there any moveable property, for consumption or use in the territory of the said town of Berthierville, shall immediately, report the same to the treasurer of the said town of Berthierville, transmitting or producing to the latter the invoice, if any, together with such information as he may require, and shall also pay to the said town, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if such property had been purchased at the same price at a retail sale within the said territory of the town of Berthierville.

Purchases made outside territory.

Perception.

Ladite taxe est imposée et perçue dans le territoire de la ville de Berthierville, au même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes sanctions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

The said tax shall be imposed and collected within the territory of the town of Berthierville at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions, *mutatis mutandis*, as the tax collected under chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Collection.

Conventions.

La ville est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de cette taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

The town is authorized to make agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Agreements.

Droits transportés.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province à exercer tous les droits de la ville de Ber-

Such agreements may authorize the comptroller of Provincial Revenue to exercise all the rights of the town of

Rights transferred.

thierville concernant la perception de la taxe de vente et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celles prévues à l'article 39h de la Loi du contrôle du revenu, Statuts refondus, 1941, chapitre 73, telle que modifiée par la loi 14 George VI, chapitre 19.

Berthierville respecting the collection of the sales tax and the same proceedings for infringement of this act as those provided for in section 39h of the Provincial Revenue Act, Revised Statutes, 1941, chapter 73, as amended by the act 14 George VI, chapter 19.

Fonds  
industriel  
autorisé.

**3.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la ville de Berthierville est autorisée à créer un fonds industriel d'un montant n'excédant pas cent mille dollars (\$100,000.00) pourvu que le règlement décrétant la création de ce fonds ait reçu toutes les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt. Si ce règlement reçoit les approbation requises par la loi, le conseil de la ville est autorisé, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à faire un ou des emprunts dont le total n'excédera pas cent mille dollars (\$100,000.00) pour acquérir à l'amiable ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou louer, des immeubles qui serviront, en tout ou en partie, à des fins municipales ou industrielles et pour consentir, à même ce fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement d'industries qui seront à l'avantage de toute la population. La ville est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles, aux conditions qu'elle déterminera pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, pour la ville, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur le ou lesdits emprunts contractés pour l'acquisition ou l'érection desdits immeubles ainsi que les frais d'entretien et de réparation.

Vente ou  
location.

Emploi  
des  
sommes  
perçues.

Tout l'argent provenant de ces ventes ou louages devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la ville à ce sujet, et au paiement du capital et des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à

Industrial  
fund au-  
thorized.

**3.** Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the town of Berthierville is authorized to constitute an industrial fund of an amount not exceeding one hundred thousand dollars (\$100,000.00) provided that the by-law enacting the constitution of such fund has received all the approvals required by law for loan by-laws. If such by-law is approved as required by law, the council of the town is authorized, subject to prior approval by the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, to contract one or more loans the total of which shall not exceed one hundred thousand dollars (\$100,000.00) to acquire, by agreement or expropriation, build, maintain, sell or lease, immoveables to be used in whole or in part for municipal or industrial purposes and to grant, out of such industrial fund, hypothecary loans for the establishing of industries which will be advantageous for the whole population. The town is authorized to sell or lease the said immovable or immoveables, on such conditions as it may determine, provided that the sale price be not lower than the cost of the said immoveables to the town, and that the leasing price be not less than the amount representing the service of the debt on the said loan or loans contracted for the acquisition or erection of the said immoveables as well as the costs for maintenance and repair.

Sale or  
rent.

Use of  
sums  
collected.

All the money derived from such sales or rentals must be applied to the extinction of the obligations contracted by the town in this respect, and to the payment of the capital, interest and other legitimate expenses and costs occasioned in this respect, including the expenses of upkeep and improvement of the buildings and lands acquired under these provisions. The balance of such money shall be deposited in a special fund the partial or complete use of which shall be subject

l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec. La ville devra exiger que tout prêt consenti par elle en vertu des présentes dispositions, soit garanti par première hypothèque sur les terrains et les bâtisses, et aussi sur la machinerie, laquelle pourra garantir la créance de la ville à l'égard des immeubles.

Acquisi-  
tions.

Advenant le cas où la ville serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur, de même que la machinerie et ensuite, les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement de l'emprunt, sauf si la Commission municipale de Québec permet d'en disposer autrement.

Pouvoir  
d'em-  
prunt non  
affecté.

Cet emprunt pour les fins du fonds industriel n'affectera pas le pouvoir général d'emprunt de la ville de Berthierville pour fin municipales.

Taxe  
spéciale  
autorisée.

4. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthier dans le comté de Berthier peuvent, par résolution, imposer et prélever une taxe spéciale de un pour cent de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Achats  
faits en  
dehors du  
territoire.

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire régi par Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthier, ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire régi par lesdits commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthier doit immédiatement en faire rapport au secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire de ladite ville de Berthier en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite municipalité scolaire, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée, si ce bien avait

to the prior approval by the Quebec Municipal Commission. The town shall require that any loan made by it under these provisions be secured by first hypothec on the lands and buildings, and also on the machinery which may secure the claim of the town as well as the immoveables.

Acquisi-  
tions.

Should the town be obliged to protect its claim, it may acquire the immoveables hypothecated in its favour, as well as the machinery, and afterwards resell or lease the same; the resale or rental price must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be applied exclusively to the reimbursement of the loan, unless the Quebec Municipal Commission permits it to be otherwise disposed of.

Such loan for the purposes of the industrial fund shall not affect the general borrowing power of the town of Berthierville for municipal purposes.

Borrow-  
ing power  
not af-  
fected.

4. The school commissioners for the municipality of the town of Berthier in the county of Berthier may, by resolution, impose and levy a special tax of one per cent of the same nature, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax presently in force and provided for by chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Special  
tax au-  
thorized.

Every person ordinarily residing within the territory under the jurisdiction of The school commissioners for the municipality of the town of Berthier, or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered to him there any moveable property, for consumption or use in the territory under the jurisdiction of the said school commissioners for the municipality of the town of Berthier, shall immediately report the same to the secretary-treasurer of the school municipality of the said town of Berthier, transmitting or producing to the latter the invoice, if any, together with such information as he may require, and shall also pay to the said school municipality, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such

Purchases  
made  
outside  
territory.



été acheté au même prix à une vente en détail dans le territoire de ladite municipalité scolaire ou dans tout autre territoire qui pourrait être annexé à ladite municipalité scolaire.

Percep-  
tion.

Ladite taxe est imposée et perçue dans le territoire régi par Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthier dans le comté de Berthier en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes sanctions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Conven-  
tions.

Ladite commission scolaire de la ville de Berthier est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de cette taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Droits  
trans-  
portés.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province de Québec à exercer tous les droits des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthier dans le comté de Berthier concernant la perception de la taxe d'éducation et les mêmes poursuites pour infraction à la présente loi, que celles prévues à l'article 39*h* de la Loi du contrôle du revenu, Statuts refondus, 1941, chapitre 73, telle que modifiée par la loi 14 George VI, chapitre 19.

Entrée en  
vigueur.

**5.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

property as would have been paid, if such property had been purchased at the same price at a retail sale within the territory of the said school municipality or in any other territory which may be annexed to the said school municipality.

Collec-  
tion.

The said tax shall be imposed and collected within the territory under the jurisdiction of The school commissioners for the municipality of the town of Berthier in the county of Berthier at the same time, in the same manner, on the same conditions, with the same sanctions, *mutatis mutandis*, as the tax collected under chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Agree-  
ments.

The said school board of the town of Berthier is authorized to make agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Rights  
trans-  
ferred.

Such agreements may authorize the Comptroller of Provincial Revenue to exercise all the rights of the school commissioners for the municipality of the town of Berthier in the county of Berthier respecting the collection of the education tax and the same proceedings for infringement of this act, as those provided for in section 39*h* of the Provincial Revenue Act, Revised Statutes, 1941, chapter 73, as amended by the act 14 George VI, chapter 19.

Coming  
into force.

**5.** This act shall come into force on the day of its sanction.